

ENTENTE EN VERTU

DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES
ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (L.R.Q., c. A-2.1)

PORTANT SUR L'ADRESSE DES DÉBITEURS

ENTRE

LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC, organisme légalement constitué en vertu de la *Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec* (L.R.Q., c. R-5) et ayant son siège au 1125, Grande Allée Ouest, Québec (Québec) G1S 1E7, ici représentée par son président-directeur général, M. Marc Giroux, dûment autorisé aux fins des présentes;

ci-après appelée la « **Régie** »

ET

LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, ayant son siège au 425, rue Saint-Amable, 4^e étage, Québec (Québec) G1R 4Z1, ici représenté par M. François Turenne, sous-ministre, dûment autorisé aux fins des présentes;

ci-après appelé le « **Ministère** »

ATTENDU QUE le Ministère est chargé de l'administration de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* (L.R.Q., CA-13.1.1) (ci-après appelée la « LAPF ») et du règlement y afférent;

ATTENDU QUE l'article 80 de la *Loi sur l'assurance parentale* (L.R.Q., C.A-29.011) (ci-après appelée la LAP) confie au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale l'administration du Régime québécois d'assurance parentale (ci-après appelée le « RQAP »);

ATTENDU QUE le chapitre II du titre III de la LAPF ainsi que la section IV du chapitre II de la LAP fait obligation au ministre de recouvrer les sommes qui sont dues;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 84 de la LAPF et de la LAP, le ministre peut prendre entente avec un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec pour recueillir ou communiquer un renseignement personnel nécessaire à l'application de ces lois et des règlements s'y rattachant, notamment pour vérifier la solvabilité d'une personne qui doit rembourser un montant en vertu du chapitre II, du titre III de la LAPF ainsi que la section IV du chapitre II de la LAP ou pour identifier son lieu de résidence;

ATTENDU QUE le sixième alinéa de l'article 65 de la *Loi de l'assurance maladie* (L.R.Q., c. A-29) permet à la Régie, conformément aux conditions et formalités prévues par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1, ci-après « Loi sur l'accès ») de transmettre au Ministère certains renseignements personnels notamment, l'adresse et la date de décès concernant les personnes assurées auprès de la Régie;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 68.1 de la Loi sur l'accès, un organisme public peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un fichier de renseignements personnels aux fins de le comparer avec un fichier détenu par un organisme public si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec et dans le cas où la communication est expressément prévue par la loi, elle s'effectue dans le cadre d'une entente écrite transmise à la Commission d'accès à l'information (ci-après appelée la « Commission ». L'entente entre en vigueur trente jours après sa réception par la Commission;

ATTENDU QUE l'article 67 de la Loi sur l'accès permet à la Régie de communiquer au Ministère, la date de décès d'un débiteur, sans le consentement de la personne concernée, lorsque cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une entente en date du 19 janvier 2007 remplaçant l'entente du 4 juin 1999 intitulée « Entente en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) » afin d'y ajouter un renseignement supplémentaire, soit la date de décès pour certains débiteurs;

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer la dite entente du 19 janvier 2007 intervenue entre les parties afin que le Ministère obtienne également l'adresse et la date de décès des débiteurs du RQAP afin de lui permettre de recouvrer les sommes versées en trop par le RQAP;

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de permettre au Ministère d'obtenir l'adresse de certains débiteurs en vertu de la LAPF et de la LAP et, le cas échéant, la date de leur décès, afin de faciliter la récupération des sommes versées en trop auprès de la clientèle ainsi que d'informer diligemment la succession d'une dette.

2. PROVENANCE ET NATURE DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS

À partir de son fichier « Compte-client » du Centre de recouvrement, le Ministère transmet à la Régie les renseignements suivants concernant les débiteurs :

- a. numéro d'assurance maladie;
- b. nom de famille à la naissance;
- c. prénom;
- d. date de naissance;
- e. sexe;
- f. numéro d'assurance sociale;
- g. adresse que détient le Ministère.

La Régie vérifie si la personne ainsi identifiée apparaît dans son « Fichier d'inscription des personnes assurées » et retourne au Ministère les mêmes renseignements en y ajoutant l'adresse, le statut de l'adresse, la date de la dernière mise à jour et un code de résultat de l'appariement. Lorsque le statut d'adresse a pour résultat « décédé », la Régie inscrira la date de décès, le cas échéant.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Mécanisme d'accès

La communication des renseignements se fait sur support informatique et la structure des données respecte le format prescrit par la Régie. La transmission se fait par messagerie interne, par transporteur sécuritaire ou par télécommunication sécurisée.

3.2 Fréquence

L'échange de renseignements a lieu mensuellement.

4. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA RÉCEPTION DES RENSEIGNEMENTS

- 4.1 Chaque partie reconnaît le caractère confidentiel des renseignements communiqués et s'engage à prendre les mesures de sécurité suivantes, notamment :

- ne divulguer ces renseignements qu'aux personnes autorisées;
- veiller à ce que les personnes non autorisées ne puissent accéder aux renseignements, en appliquant toutes les mesures de sécurité nécessaires;
- n'intégrer, s'il y a lieu, les renseignements communiqués que dans les seuls dossiers des personnes concernées;
- détruire, de façon sécuritaire, les fichiers reçus de la Régie dès que l'objet pour lequel ils ont été obtenus a été accompli;
- tenir un registre des communications qu'elle effectue.

4.2 Chaque partie s'engage également à :

- aviser immédiatement l'autre partie de tout manquement aux mesures de sécurité et de tout événement pouvant porter atteinte au caractère confidentiel des renseignements;
- collaborer à toute enquête ou vérification concernant le respect de la confidentialité des renseignements échangés.

4.3 Au sein de la Régie, seuls peuvent accéder aux renseignements communiqués par le Ministère, pour autant que l'exercice de leurs fonctions le requiert, les employés affectés aux échanges de renseignements interorganismes de la Direction de l'admissibilité et des renseignements aux personnes assurées et les employés affectés au support informatique de la Direction générale des systèmes et des technologies de l'information.

4.4 À l'égard des renseignements reçus de la Régie, seuls peuvent accéder aux renseignements pour autant que l'exercice de leurs fonctions le requiert, les employés du Ministère, les mandataires ou les prestataires de service dûment autorisés.

4.5 Les mesures de sécurité relatives au transfert de renseignements respectent les directives, les normes et les objectifs gouvernementaux.

4.6 Le Ministère informe sa clientèle de l'échange de renseignements. Le formulaire de demande de prestations d'assistance-emploi et d'assurance parentale ainsi que le relevé de compte incluent un avis à l'effet que les renseignements fournis seront vérifiés et mis à jour auprès de la Régie.

4.7 La Régie informe la clientèle concernée de la communication de renseignements entre les deux organismes par le biais d'un avis relatif à la protection des renseignements personnels sur les formulaires « Avis de renouvellement – Carte d'assurance maladie », « Porte-carte – Carte d'assurance maladie » et elle rend disponible, sur son site Internet, une liste à jour des organismes avec qui elle a conclu des ententes de communication de renseignements personnels.

- 4.8 Chaque partie s'engage à prendre fait et cause pour la partie qui émet les données si une poursuite était dirigée contre cette dernière en raison d'un acte ou d'une omission qui serait imputable à la partie qui reçoit par son fait ou celui de ses préposés, employés ou mandataires.

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS

- 5.1 Les renseignements qu'une partie porte à la connaissance de l'autre partie sont une copie fidèle de ceux qu'elle détient, sans garantie d'exactitude. La partie qui reçoit les renseignements convient que celle qui les fournit ne peut, en aucun cas, être tenue responsable des dommages résultant de la transmission ou de l'utilisation d'un renseignement inexact ou incomplet.
- 5.2 Chaque partie s'efforce de respecter les échéances de l'autre partie, compte tenu néanmoins de ses propres priorités administratives.
- 5.3 Les parties s'informent mutuellement, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours, de toute modification à leurs programmes respectifs susceptible, lors de sa mise en vigueur, d'avoir une répercussion sur la présente entente.

6. RÉSILIATION

- 6.1 Chaque partie peut, en tout temps, résilier pour cause la présente entente au moyen d'un avis expédié à l'autre partie par courrier recommandé ou certifié qui indique les motifs et fixe la date de résiliation, laquelle ne pourra être antérieure au soixantième (60) jour suivant la date de l'avis.

La partie qui résilie ainsi cette entente ne peut, en aucun cas, être tenue de payer des dommages et intérêts ou autre compensation à l'autre partie.

La partie qui reçoit l'avis peut, à la satisfaction de l'autre partie, remédier au défaut identifié avant l'expiration du délai imparti pour la résiliation. En pareil cas, l'entente n'est pas résiliée.

- 6.2 La présente entente est automatiquement résiliée si la Commission ordonne la destruction de tous les renseignements mentionnés à l'article 2 de la présente entente. Dans ce cas, la partie visée par l'ordonnance en adresse copie à l'autre partie et l'informe de la destruction des renseignements. L'entente est alors résiliée à la date de l'ordonnance.

En cas de destruction de certains renseignements seulement, l'entente continue d'avoir effet pour les renseignements non détruits. La partie qui recevait les renseignements visés par l'ordonnance peut, toutefois, mettre fin à l'entente en adressant un avis écrit à l'autre partie. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé ou certifié et il fixe la date de la résiliation, laquelle ne peut être antérieure au quinzième (15) jour suivant la date de l'avis.

Aucune des parties ne peut être tenue de payer des dommages et intérêts ou autre compensation à l'autre partie.

- 6.3 Les parties peuvent, en tout temps, d'un commun accord, résilier la présente entente.

7. DISPOSITIONS DIVERSES

7.1 Frais

Le Ministère assume les frais encourus par la Régie pour l'application de la présente entente, incluant les coûts de développement, d'entretien et d'opération, selon les modalités déterminées par les parties.

7.2 Avis

Tout avis qu'une partie peut ou doit donner en vertu de la présente entente (désignation, modification, résiliation) doit être adressé comme suit :

Pour la Régie :

Le directeur général des affaires institutionnelles et
secrétaire général
Régie de l'assurance maladie du Québec
1125, Grande Allée Ouest, 8^e étage
Québec (Québec) G1S 1E7

Pour le Ministère :

Le Directeur du bureau du sous-ministre
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
425, rue Saint-Amable, 4^e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

7.3 Responsables de l'application de l'entente

En collaboration avec la personne responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels au sein de chaque organisme, les personnes responsables de l'application de la présente entente sont les suivantes :

Pour la Régie :

Le directeur de l'admissibilité et des renseignements aux personnes assurées

Pour le Ministère :

Le directeur du Centre de recouvrement

8. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

- 8.1 Conformément à la Loi sur l'accès, la présente entente entre en vigueur trente jours après sa réception par la Commission. Elle remplace l'entente conclue entre les parties le 19 janvier 2007.
- 8.2 La présente entente est d'une durée d'un an à compter de son entrée en vigueur. Elle se renouvelle annuellement par tacite reconduction sauf si l'une des parties transmet à l'autre partie, par courrier recommandé ou certifié, au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date d'échéance annuelle, un avis écrit selon lequel elle entend y mettre fin ou y apporter des modifications. Dans ce dernier cas, elle doit préciser la nature des modifications.
- 8.3 La transmission d'un avis de modification n'empêche pas le renouvellement de la présente entente par tacite reconduction pour une période d'un (1) an. Si les parties ne s'entendent pas sur les modifications à apporter à l'entente, celle-ci prend fin, sans autre avis, au terme de cette période de reconduction.

EN FOI DE QUOI, la présente entente a été signée en double exemplaire,

À QUÉBEC, POUR LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC,



MARC GIROUX
Président-directeur général

08-11-13
date

À QUÉBEC, POUR LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE,



FRANÇOIS TURENNE
Sous-ministre

08-11-10
date